

LETTRÉ DE **démocratique**

Lettre n°8 - décembre 2012 - Édité par l'Aped, www.ecoledemocratique.org

Austérité: ceux qui en souffrent et ceux qui en profitent

Il ne fait plus de doute, désormais, que le secteur européen de l'éducation sera l'une des grandes victimes de la crise financière et budgétaire.

En Grèce, les salaires des professeurs ont chuté de plus de 30%, tombant sous la barre des 1.000 euros nets par mois en fin de carrière. En Espagne, le 19 octobre, des dizaines de milliers de professeurs, de parents et d'étudiants sont descendus dans les rues pour dénoncer 1 milliard d'euros d'économies dans l'Education. A Rome aussi, des milliers de manifestants ont défilé le 10 novembre contre les coupes dans l'Education : 157 millions d'euros d'économies en 2013, 172 millions en 2014 et 237 millions en 2015. En République tchèque, un plan annoncé le 6 novembre dernier prévoit une saignée drastique de la recherche scientifique et une réduction des salaires des enseignants. En Irlande, 2.000 professeurs ont manifesté à Dublin à l'appel des trois principaux syndicats. Ils dénonçaient une réduction du budget de l'Education de 77 millions d'euros, qui allait toucher particulièrement les enseignants fraîchement diplômés. Sur l'ensemble de leur carrière, ceux-ci vont perdre quelque 250.000 euros par rapport à leurs aînés. En Angleterre, le gouvernement libéral vient d'annoncer la suppression de 1.000 emplois dans les services du département de l'Education (DfE), soit un quart de l'emploi total. Six bureaux régionaux du DfE vont fermer leurs portes.

Plus près de nous, le gouvernement flamand a annoncé que l'enseignement allait devoir assumer 82 des 100 millions d'économies prévues dans la fonction publique. Cela représente 500 euros par membre du personnel. Les syndicats ont obtenu que la modération (diminution du pécule de vacances) soit limitée à 2014 et 2015, mais le prochain gouvernement flamand décidera si ce pécule sera rétabli au niveau actuel (92% du salaire mensuel brut) à partir de 2016. Et, tout comme en Communauté française, les subsides de fonctionnement ne seront pas indexés.

Cette récente avalanche d'annonces de mesures d'austérité s'inscrit dans un mouvement de plus long terme qui touche toute l'Europe. Selon un rapport rendu public par la Commission en octobre, un grand nombre de pays de l'Union ont mis en place des réductions ou des gels des salaires des enseignants depuis 2010.

Même l'OCDE soulignait déjà en 2008 la diminution constante des moyens disponibles pour l'éducation. Cependant, comme on pouvait s'y attendre de la part du grand centre de réflexion du capitalisme mondial, c'était pour conclure que la solution ne résidait pas dans une augmentation des budgets mais bien dans l'«optimisation des choix politiques» et l'«amélioration de la gestion». Traduction : l'OCDE veut recentrer encore davantage les programmes sur les besoins de l'économie (plus de compétences utiles sur le marché du travail, moins de savoirs généraux) et déléguer le plus possible d'activités vers le secteur privé.

Ce dernier ne manque d'ailleurs pas de profiter du défilancement de l'enseignement public. Une étude publiée par le professeur Mark Bray en 2011, a montré l'extraordinaire développement des «systèmes d'éducation parallèles». Ce rapport indique que le secteur de l'éducation parallèle en France représentait 2,2 milliards d'euros en 2007 et augmentait d'environ 10 % par an. En Allemagne, entre 900 millions et 1,5 milliard d'euros sont dépensés chaque année pour des cours particuliers. La plupart de ces cours concerneraient du soutien scolaire pour les élèves du secondaire. En France et en Belgique, les tarifs peuvent grimper jusqu'à plus de 30 euros de l'heure. Même en Scandinavie, où le système scolaire est souvent considéré comme l'un des meilleurs, les cours de soutien rencontrent de plus en plus de succès.

En France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Irlande et ailleurs, des entreprises spécialisées dans les cours particuliers à domicile se sont développées (Educadomo, Acadomia,...). Celles-ci raflent un marché de plusieurs milliards d'euros. Mais elles contribuent



ainsi, dit Mark Bray, à «exacerber les inégalités : les familles avec des revenus plus importants peuvent se permettre des cours de meilleure qualité et plus fréquents ».

Lorsque l'Aped dénonçait, dès la fin des années 90, les menaces de marchandisation de l'éducation qui découlaient de la crise mondiale de l'économie capitaliste, certains nous accusaient de noircir un peu trop le tableau, voire de tomber dans la «théorie du complot». Force est, aujourd'hui, de constater que nos pronostics étaient malheureusement encore en dessous de la réalité. Plus que jamais, la défense d'une école démocratique et émancipatrice devra s'inscrire dans un combat beaucoup plus large, contre la domination que le capital et ses détenteurs exercent sur tous les aspects de la vie des gens et des nations.



Journée d'étude

L'enseignement secondaire en mutation

Bruxelles, le samedi 2 mars 2013 de 10 h à 16 h
"Huis van het Nederlands", rue Philippe de Champagne 23

- 9h30 **Accueil**
10h **Introduction** (JP Kerckhofs)
10h10 **Ecole et citoyenneté** (Romy Aerts, Aped)
10h40 **L'école secondaire en Belgique ou le règne de l'inégalité** (Dirk Jacobs, ULB)
Pause
11h30 **La Finlande, un exemple à suivre ?** (Paul Robert)
12h **Pour une formation polytechnique** (Nico Hirtt, Aped)
12h30 **Débat avec la salle**
13h **Pause sandwiches**
14h **Ateliers - Le secondaire en mutation:**
mise en perspective historique
- Quelle formation commune ?
- Prolonger le tronc commun : est-ce réalisable ?
16h **Fin des travaux**

PAF: 12 € (sandwiches compris)
8 € pour les membres de l'Aped et les étudiants

Réservation et info : aped@ecoledemocratique.org ou 02/735.21.29
Ou via le site de l'Aped : www.ecoledemocratique.org



Avenue des Volontaires 103, Bte 6 - B-1160 Bruxelles - Tél.: +32 (02) 735 21 29
Courriel: aped@ecoledemocratique.org - Site: www.ecoledemocratique.org

